

Numéro 45, juin 1994

Asticou

REVUE D'HISTOIRE DE L'OUTAOUAIS

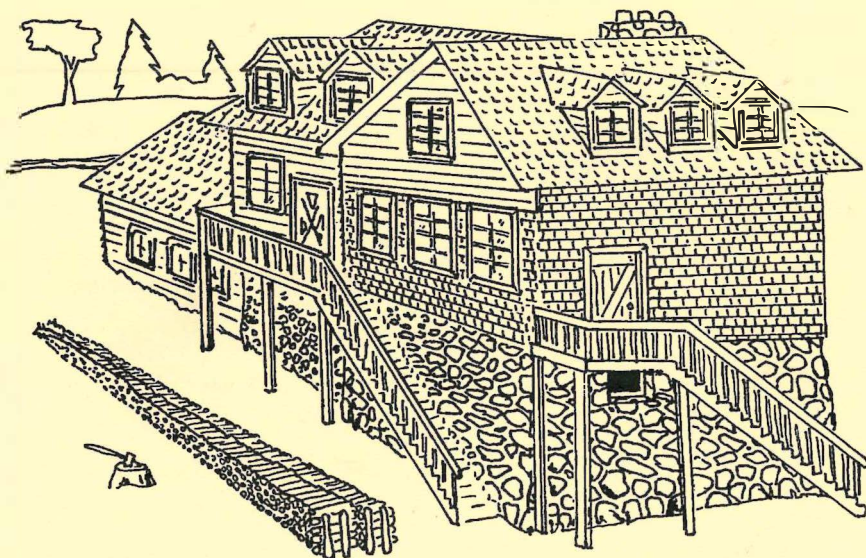


Illustration : Pierre Gosselin

**La tannerie construite
par Philemon Wright
en 1819**

La revue *Asticou*, publiée depuis 1968, est l'organe de vulgarisation de la Société d'histoire de l'Outaouais.

Le mot *Asticou*, premier toponyme de la ville de Hull, avait été consigné par Champlain dans le récit de son premier voyage à la chute des Chaudières, en 1613. C'est un mot algonquin qui veut dire effectivement « chaudière ».

La Société d'histoire de l'Outaouais existe depuis le premier mars 1992. Elle est née de la fusion de la Société historique de l'Ouest du Québec (SHOQ), (ayant elle-même succédé à la Société historique du Nord de l'Outaouais) et de l'Institut d'histoire et de recherche sur l'Outaouais (IHRO).

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Président	Pierre Gosselin	770-6599
Vice-Présidents	(Hull et Aylmer) Georges Lessard	778-2564
	(Gatineau) Fernand Lafrance	561-3593
	(Basse-Lièvre) Serge Gauthier	777-2028
Trésorier	Léo La Brie	778-3152
Secrétaire	Michel Prévost	770-5995
Administrateurs	Line Bertrand Sylvie Jean Marie-Chantal Jean François-Xavier Simard	

COMITÉ DE LA REVUE

Georges Lessard Pierre Gosselin Denise Latrémouille

Éditique : Claude Mailhot

Prix : 3 \$

© Tous droits réservés

Dépôt légal : Bibliothèque nationale du Québec

Bibliothèque nationale du Canada

ISSN 0066-992X

DANS CE NUMÉRO

L'évolution de l'odonymie hulloise de 1875 à nos jours Denise Latrémouille	3
Guillaume Dunn, « Chantre de la Grande Rivière » Georges Lessard	12
James Kenny et l'usine Hanson Hosiery Mills de Hull Pierre Gosselin	13
Un portrait de l'exploitation minière à Buckingham en 1894 André P. Joyce	18
Évaluation archéologique de trois sites préhistoriques au parc du lac Leamy – Rapport de lecture Claude Mailhot	21
Incidents politiques en Outaouais Georges Lessard	25
Armand Turpin (1907-1987) Georges Lessard	28

*Nous tenons à remercier le député provincial de Hull,
monsieur Robert LeSage pour son soutien financier.*

Commandite de la ville de Buckingham

BUTS DE LA SOCIÉTÉ D'HISTOIRE DE L'OUTAOUAIS

- Mettre en valeur, pour le bénéfice d'un plus grand nombre toutes les ressources relevant du patrimoine et de l'histoire de l'Outaouais.
- Recueillir et acquérir, pour fins de classification, de conservation et de mise à jour, tous les manuscrits et ouvrages, objets et pièces relatant l'histoire orale ou écrite, soit naturelle ou humaine, de l'Outaouais.
- Effectuer toutes recherches, pour fins de documentation ou publication, s'inscrivant dans le cadre de sa quête de mise en valeur et du patrimoine et de l'histoire de l'Outaouais.
- Favoriser et procéder à la formation, par la promotion et l'établissement de cours et la tenue de conférences, de l'élément humain du milieu quant au patrimoine et à l'histoire de l'Outaouais.
- Établir et maintenir un lien avec tous organismes, associations, sociétés, corps publics, privés et individuels poursuivant un projet analogue au sien, soit ici, soit ailleurs.
- Agir à titre de porte-parole, dans l'Outaouais, aux fins d'informer le public et les corps constitués sur la mise en valeur de tel patrimoine et de telle histoire.

L'évolution de l'odonymie hulloise de 1875 à nos jours

Denise Latrémouille

Les voies de communication (rues, avenues, boulevards, chemins, rangs, routes) portent des noms qui sont un excellent reflet des mentalités locales. Souvent choisis dans le passé comme allant de soi, ces toponymes administratifs sont un témoignage spontané de l'histoire prise sur le vif, de l'histoire à chaud. C'est l'odonymie qui nous révèle ce que semble avoir véritablement été le sentiment des Hullois pour E. B. Eddy qu'on présente souvent comme le deuxième fondateur de la Ville, mais que le Conseil municipal n'a accepté d'honorer qu'en 1950, plus de quarante ans après sa mort.

C'est un domaine qui peut facilement déchaîner les passions, où chacun se fait juge du droit d'un personnage à passer à la postérité. C'est pourquoi les politiciens se sentent parfois en terrain miné et sentent le besoin de consulter avant de s'aventurer dans les désignations. La Commission de toponymie du Québec recommande sagement de ne jamais utiliser le nom d'une personne vivante, et d'attendre au moins un an après son décès. Comme on l'a vu à Hull dans le cas d'Yvon Grégoire, ou sur la scène mondiale dans celui de Mélina Mercouri, il est parfois bien difficile de refréner la ferveur commémorative de la population. On peut aussi tomber dans l'excès contraire, à preuve le fait qu'il n'y ait aucune rue de Hull portant le nom d'une Hulloise.

À partir d'une recherche en cours depuis plusieurs années, j'ai cru qu'il serait intéressant de retracer, dans ce domaine très vivant de la toponymie, les grandes interventions du Conseil municipal dans les changements de noms (et non dans toutes les désignations, quoique les tendances soient les mêmes), et les courants idéologiques depuis les débuts. Les politiciens d'hier n'avaient pas l'habitude de justifier leurs choix, aussi nous laissent-ils parfois perplexes devant certains noms, mais dans la plupart des cas, les hypothèses qui suivront paraissent fondées.

L'héritage de la période coloniale

Ayant été colonisée à l'origine par des Américains, des Écos-sais et des Irlandais, la ville de Hull comptait au moment de son incorporation en 1875, une quarantaine de rues¹ (elle en a aujourd'hui 429), qui portaient toutes des noms anglais. On note à cette période un certain souci de thématisation dans le choix des noms : Duke-Kent, Victoria-Albert-Alfred, Fox-Pitt-Head-Guy.

Ces noms tombent sous trois catégories : les odonymes descriptifs, patriotiques et à caractère féodal.

a) Odonymes descriptifs

Brewery	Il y avait une brasserie depuis 1813 à l'endroit où est situé aujourd'hui le Château d'eau. Deviendra Montcalm
Bridge	Rue du pont des Chaudières, le premier pont à relier Hull et Ottawa
Church	La première église St. James érigée en 1823 y était située. La rue deviendra St-Jacques (c'est pourquoi il semble douteux, comme l'a affirmé Brault, que l'église ait été située au coin des rues Leduc et Wright)
Front	A gardé son nom
Slide	N'existe plus. Se trouvait à côté du glissoir, derrière l'église St. James

b) Odonymes patriotiques

On a déjà fait remarquer l'insistance de Wright à faire oublier son passé de révolutionnaire américain et à démontrer son allégeance à la couronne britannique. Les désignations de la première période en sont la preuve évidente :

Albion	Nom donné à la Grande-Bretagne
Aylmer	Lord Matthew Whitworth (1775-1850), gouverneur du Canada de 1831 à 1835
Britannia	Nom latin donné à la Grande-Bretagne

Pitt William (1759-1806), Premier ministre de Grande-Bretagne en 1806 quand Wright reçut ses lettres patentes

Victoria Reine de Grande-Bretagne de 1837 à 1901

c) À caractère féodal

Ne l'oublions pas, Hull s'appelait à ses débuts Wright's Town. Comme c'est souvent le cas des grands propriétaires fonciers, les Wright, à qui appartenaient la plupart des terres de la ville tenaient à donner leur empreinte à leur fief. Ils parsemèrent ainsi les prénoms des membres de la famille au fil des ans à mesure que se développaient les quartiers. Ce trait est encore limité au début, en raison même de la taille de la ville, mais il s'accroît entre 1875 et 1916, surtout dans le secteur de Wrightville.

Charles Fils de Ruggles Wright, né en 1826, mort en 1900

Hannah Fille de Ruggles Wright, née en 1833, morte en 1901

Philemon Fils de Ruggles Wright, né en 1838, mort en 1877

On verra aussi ce comportement de seigneurs chez les Oblats, propriétaires de la Petite Ferme où se trouvent des hagionymes ressemblant fort à de grandes figures de cette communauté : St-Hyacinthe, Hyacinthe Charpeney, curé de la paroisse Notre-Dame, St-Henri, Henri Tabaret directeur du Collège de Bytown, St-Florent, Florent Vandenberghe, provincial des Oblats, tous en poste au moment de l'achat de la Petite Ferme par le Collège d'Ottawa. Cette hypothèse reste à confirmer.

La rationalisation et les débuts de la francisation (1894)

Aussitôt incorporée, la Ville créa le Comité des rues et améliorations² parmi les sept comités permanents de l'administration municipale. On comprendra que ce comité se soit davantage préoccupé de l'aménagement physique de la Ville que de toponymie. Il fallait assécher des marécages, jeter des ponts, niveler des côtes, etc.

De 1875 à 1894, la Ville n'interviendra que deux fois pour attribuer des noms : en 1882 elle donne le nom de Langevin³ à la rue à proximité du bureau de poste et en 1887 elle acquiesce à la requête des membres de l'Union St-Joseph qui désirent changer le nom de la rue Slide et adopte le nom de St-Cuthbert qui jouxte la propriété de Cuthbert Bordeleau⁴.

Ce n'est qu'en 1894 qu'elle amorcera une certaine rationalisation car des noms se répétaient dans le haut (secteur Chaudières) et le bas de la ville (secteur Maison du Citoyen) et qu'elle tentera une timide francisation des noms que l'on masque pudiquement dans le rapport sous un « et pour d'autres raisons⁵ ». Les pressions pour la francisation de l'image de la Ville faites par *La Vallée d'Ottawa* et *Le Spectateur* en 1886 et 1889⁶ ont, semble-t-il, fini par porter fruit.

On voit aussi apparaître les premiers hagianymes (noms de saints) qui proliféreront plus tard. En fait, il s'agit en réalité de faux hagianymes puisqu'ils n'ont rien à voir avec le saint lui-même, mais servent à honorer un personnage historique ou un contemporain à travers son saint patron.

L'identité française (1912-1916)

Les années précédant la Première Guerre mondiale furent des années d'effervescence nationaliste. Elles voient la fondation du *Devoir*, du *Droit*, les combats contre le Règlement XVII, et à Hull, le grand défilé de la Saint-Jean-Baptiste de 1911. C'est dans ce climat de ferveur que le Conseil municipal mit sur pied en 1912, de concert avec un comité de citoyens, un comité spécial chargé de « changer les noms de certaines rues en leur substituant des noms historiques propres à commémorer les grands noms et les grands faits de notre histoire pendant le Régime français et le Régime anglais [sic]. » Ce comité, composé de citoyens et de politiciens⁷, suggérera des changements à quarante-cinq rues (quarante-trois nouveaux noms).

Deux faits ressortent de ces choix : la part de l'histoire locale dans les désignations et le peu d'hagianymes malgré la forte présence d'ecclésiastiques dans les deux comités. On s'étonne de

voir poindre si tôt l'intérêt pour l'histoire locale (17 noms) : les noms de tous les anciens maires, à l'exception des maires anglais et du maire d'Orsonnens (on se demande pourquoi) sont retenus et dans plusieurs cas, du vivant de l'intéressé. On ne s'attendait pas non plus à voir le curé de la paroisse Notre-Dame et le principal de l'École Normale gommer huit hagionymes pour les remplacer par des noms de politiciens ou d'écrivains.

En 1912, le Conseil aura la sagesse de ne changer dans un premier temps que dix noms, ce qui lui évitera la levée de boucliers qu'aura à affronter l'administration Moussette, comme nous le verrons plus loin.

L'identité locale (1950-1980)

Le 150^e anniversaire de la fondation de Hull fut l'occasion pour les édiles hullois de continuer le ménage entrepris quarante ans plus tôt. On changea 29 noms et on en adopta 16 nouveaux. S'il eut le mérite d'accorder leur juste représentation à ses prédécesseurs, le Conseil presque au complet⁸, se donna malheureusement le ridicule de s'immortaliser autrement que par ses oeuvres, ce qui souleva l'indignation de la Chambre de commerce et de la Chambre de commerce des Jeunes⁹.

Le Conseil ne tint pas compte non plus des critiques de l'ex-maire Brunet¹⁰ qui refusa d'être honoré de son vivant. L'administration Gauthier qui hérita du problème à la mort du maire Moussette fit même un cadeau empoisonné à l'un des protestataires de la Jeune Chambre, M. Jean-Raymond Saint-Cyr, en donnant son nom à une rue¹¹, lui qui s'était opposé à cette pratique !

À ce thème de l'identité locale s'est greffée dans les années soixante une composante francophile, témoin du renouement avec la France représentée par les noms de Bourgogne, St-Malo, Bretagne, Dieppe, Lorraine, Normandie. Vers 1965 s'amorce une prise de conscience écologique qui sera le thème dominant des années quatre-vingt. C'est en effet à cette époque que surgissent les noms d'arbres (des Bouleaux, des Chênes, des Érables, des Merisiers, des Ormes, des Trembles, des Sorbiers). Si nous n'incluons pas cette

phase dans la suivante, c'est qu'elle est encore imbriquée dans d'autres sujets et que l'on continue d'utiliser des noms de personnages, ce qui ne sera pas le cas plus tard.

L'identité physique (depuis 1980)

Sur les 79 noms adoptés entre 1980 et 1991, il n'y en a que quatre (Aldoria-Coco-Jarry, Lionel-Limoges, Oscar-Goulet et Eugène-Cauvin) qui évoquent des personnes, ce qui tranche nettement sur les phases antérieures.

Depuis 1980, on peut dire que l'odonymie s'est transformée en toponymie. On ne compte plus les noms d'accidents géographiques dans les nouveaux quartiers (de la Clairière, de la Sablière, de la Coupole, de l'Escarpement, des Hautes-Plaines, du Sommet, du Talus, du Sablon, de la Terrasse, de l'Île, du Contrefort, du Val-Perché, du Coteau, de la Source, du Versant, du Plateau, du Buisson, de la Coulée).

Hull, qui a le privilège souhaité par l'écrivain Alphonse Allais d'être « une ville à la campagne », le traduit dans les noms d'oiseaux, caractéristiques des dernières années : des Carouges, du Geai-Bleu, des Mésanges, de la Sittelle, du Colibri, des Parulines, des Perdrix, du Pic, du Cardinal, des Pinsons, de la Sarcelle, des Grives, des Migrateurs, du Bruant, du Cygne, des Bécassines, du Martin-Pêcheur, etc.

La Ville a également puisé dans son passé industriel la désignation des rues se rapportant au vocabulaire minier : des Mineurs, de la Berline, de la Ridelle, de la Calcite, de la Galène, du Gabbro, du Mica, du Quartz, de la Silice, de la Carrière, du Granite, de l'Argile, du Silex. Si cette tendance se poursuit, les noms de rues ne seront plus, comme l'avait noté Pierre-Georges Roy¹², « une leçon d'histoire [qui] est toujours sous [les] yeux », mais bien une leçon de géographie !

En conclusion, il ressort que l'odonymie hulloise à la fin de ce siècle est française, ethnocentrique et misogyne. Bien que subsistent une quarantaine de noms anglais — pour la plupart inspirés de familles pionnières (Brigham, Benedict, Pink), d'anciens propriétaires fonciers et de leurs descendants (Freeman, Graham,

Scott, Hadley, Mayburry, Williamson), de personnages de l'histoire locale (Church, Graham, Marston, Booth, Leamy, Eddy, Helmer, Wright), de personnages historiques anglais (Amherst, Dufferin, Connaught, Kent, Murray, Sherbrooke, Walker, Wellington) ou de conseillers municipaux (Boland, Davies, Goudie, Hinchey, Kelly, Baker, Taylor), nous sommes loin de l'image qu'elle affichait à ses débuts.

Par ailleurs, alors que Hull a connu un fort apport d'immigration portugaise depuis les années soixante, le paysage ononymique n'en n'a pas encore tenu compte. À quand l'avenue des Azulejos (ces céramiques à motif religieux qu'on voit sur certaines maisons), la rue du Vinho Verde, le boulevard de Lisbonne ? Aucune trace non plus des premiers habitants dont les fouilles récentes près du lac Leamy parrainées par la Société d'histoire attestent la présence depuis plus de 2 000 ans. En fait, la seule composante étrangère à l'histoire ou à la géographie locale a trait à la France, mais peut-on vraiment dans ce cas, dire « étranger » ? Comme nous l'avons vu, l'odonymie a relaté les retrouvailles franco-québécoises des années soixante en choisissant les noms de certaines villes et provinces françaises; elle avait auparavant adopté les noms de Chateaubriand, de Joffre et de Verdun. Mais ce sont là les seuls exemples d'ouverture sur le monde. Pas de rue Henri-Dunant (Suisse, fondateur de la Croix-Rouge) comme à Sherbrooke, ou de rue Venise ou van Gogh, comme à Brossard. L'odonymie hulloise est donc très ethnocentrique.

Enfin, et cela n'a rien d'étonnant vu leur arrivée récente sur la scène publique, les femmes sont très faiblement représentées. Si l'on exclut les noms de saintes qui n'ont parfois aucun rapport avec le personnage religieux, on ne compte que sept noms de femmes (Jeanne-Marie Chavoïn, Émélie Gamelin, Lois Scott-Hadley, Jeanne Mance, Marguerite Bourgeoys, Madeleine de Verchères et la reine Victoria). C'est pour combler cette lacune que j'ai fait pour la Ville en 1991 une étude portant sur plus d'une centaine de noms de femmes qui, à divers titres, mériteraient d'être honorées¹³.

Il serait souhaitable d'en arriver à recenser le corpus des noms de rues du Québec, comme l'a fait Pierre Nora pour la France, afin de dresser l'évolution des mentalités. Malheureusement, renseignements pris, la Commission de toponymie ne dispose pas des ressources suffisantes pour le faire. Puissent des études ponctuelles et isolées comme celle-ci apporter en attendant une pierre à la compréhension de notre environnement.

- ¹ Une quarantaine, si l'on se fie à l'annuaire de 1872, mais une trentaine seulement d'après le rôle d'évaluation de 1876-1877. Les noms additionnels de l'annuaire renforcent la tendance à utiliser des odonymes descriptifs.
- ² Article XXXV du Règlement n° 3, Procès-verbaux du Conseil municipal du 5 juillet 1875.
- ³ Procès-verbaux du Conseil municipal du 15 mai 1882.
- ⁴ Procès-verbaux du Conseil municipal du 16 mai 1887.
- ⁵ « Vu qu'il existe dans la cité de Hull plusieurs rues qui portent le même nom et vu aussi que certaines rues portent deux noms, et pour d'autres raisons, votre comité a jugé à propos de recommander et recommande le changement de noms aux rues suivantes » (Procès-verbaux du Conseil municipal, séance du 5 juin 1894).
- ⁶ Edgar Boutet, « Noms de rues », *Le Droit*, 6 octobre 1956.
- ⁷ Il s'agit de J. A. Carrière, curé de la paroisse St-Rédempteur, S. Corbeil, principal de l'École Normale, F. A. Labelle, notaire, J. O. Pelletier, curé de la paroisse Notre-Dame-de-Grâce, de l'ex-maire J. U. Archambault et des échevins V. O. Falardeau, T. B. Davies et H. A. Fortier.
- ⁸ L'échevin Labelle, le poète Antonio Desjardins et l'homme de théâtre Ernest St-Jean furent exclus de cet exercice d'autosatisfaction générale. Fut-ce de leur propre initiative ou par alignement politique ?
- ⁹ L'auteure remercie M^{me} Louise Bisson, du bureau du greffier, qui lui a facilité l'accès aux documents d'archives de ces années.
- ¹⁰ « Durant mon terme d'office, je me suis toujours opposé énergiquement à la glorification hâtive de personnages encore mêlés à la vie publique, et je ne crois pas devoir changer d'attitude... » *Le Droit*, 19 juin 1950.
- ¹¹ Archives de la Ville de Hull, fonds 01, boîte 069, n° 10028, Dossier Noms de rues, procès-verbal de la réunion du Comité des Noms de rues, 12 décembre 1952.
- ¹² Pierre-Georges Roy, *Les rues de la Cité de Lévis*, Lévis, 1931, 35 p.
- ¹³ Denise Latrémouille, *Anthroponymes féminins*, ville de Hull, 1991, 51 p.

Sources

The Cambridge Encyclopedia, Cambridge, Cambridge University Press, 1990, 1 334 p.

Carrière, Gaston, *Dictionnaire biographique des Oblats de Marie Immaculée au Canada*, t. III, Ottawa, Université d'Ottawa, 1979, 485 p.

Désilets, Andrée, *Les noms de rues de Sherbrooke*, coll. Études et recherches toponymiques, 7, Québec, Gouvernement du Québec, Commission de toponymie, 1984, 106 p.

Dictionnaire biographique du Canada, University of Toronto Press, PUL, 1966-

Evans, Patrick, *The Wrights*, [Ottawa], [CCN], 1977, 414 p.

Guide toponymique du Québec, Québec, Commission de toponymie, 1979, 43 p.

Guide toponymique municipale, Québec, Commission de toponymie, 1979, 118 p.

Latrémouille, Denise, *Anthroponymes féminins*, ville de Hull, 1991, 51 p.

Le Jeune, L., *Dictionnaire général du Canada*, t. 1 et 2, Ottawa, Université d'Ottawa, 1931, 862 p. et 829 p.

Veyron, Michel, *Dictionnaire canadien des noms propres*, Larousse Canada, 1989, 757 p.

L'impôt sur la gabelle

Au Moyen-Âge, le sel était essentiel en médecine et pour la conservation des aliments. Aussi, la taxe dont il était frappé était réservée au roi de France, ce qui lui procurait jusqu'au septième de ses revenus. Comme tout produit surtaxé, car il l'était devenu, le sel devint l'objet d'une intense contrebande.

Et ce qui est intéressant, pour nous, au point de vue historique, c'est de savoir que plusieurs familles québécoises comptent, parmi leurs ancêtres, des contrebandiers du sel appelés « faux sauniers ». C'est que, pour remplacer les peines de prison encourues, des « faux sauniers » acceptaient de venir peupler la Nouvelle-France, plus particulièrement entre 1714 et 1754.

Guillaume Dunn

« Chantre de la Grande Rivière »

Georges Lessard

Guillaume Dunn n'était pas tellement connu des gens de l'Outaouais. Né en 1905, il était de souche acadienne, écossaise et allemande. C'est en 1960 (au 173 de la rue Dumas) qu'il s'établit à Hull, y poursuivant ses différentes activités, car, homme universel et grand humaniste, il fut journaliste, traducteur, avocat, peintre, et explorateur. Cependant, c'est comme historien qu'il passera à la postérité.

Il est, à juste titre, le « Chantre de la Grande Rivière », nom que portait la rivière des Outaouais. Il a parcouru et exploré les pays où baignent les sources de l'Outaouais et de ses affluents, la Coulonge, la Gatineau, la Lièvre, la Blanche, la Petite-Nation, la Rouge. De ses oeuvres, mentionnons particulièrement *Les forts de l'Outaouais*, magnifique relation de l'histoire de ce chapelet de forts de la fin du Régime français, qu'il publia en 1975, aux Éditions du Jour. Guillaume Dunn a fait connaître la vie de nos voyageurs en grands canots d'écorce, véritables héros trop peu connus de notre histoire.

L'un de ses intimes, membre de la Société d'histoire de l'Outaouais, M. Eugène Lavoie, exprime on ne peut mieux ce qu'a produit chez lui la lecture de ce livre : « Ayant lu *Les forts de l'Outaouais*, je me suis senti une immense fierté de ce continent ouvert, découvert, peuplé, entretenu et défendu par nous à force de bras, et un sentiment profond qu'il nous appartient d'en conserver un morceau à la mesure de quatre siècles d'acharnement. Ce livre, roman-vérité de l'Outaouais, devrait être entre les mains de tous nos écoliers, et dans les rayons de nos bibliothèques familiales. »

En 1978, il était le récipiendaire du *Prix Henry-Desjardins*, que lui décernait la Société nationale des Québécois de l'Outaouais pour l'ensemble de son oeuvre. Cofondateur de la Société historique de l'Ouest du Québec (maintenant la Société d'histoire de l'Outaouais), il y joua un rôle important, en devenant le président en 1975. C'est un pionnier de la prise de conscience du patrimoine outaouais. Ce chantre de la rivière des Outaouais, de la « Grande Rivière », est décédé le premier mai 1990.

James Kenny et l'usine Hanson Hosiery Mills de Hull

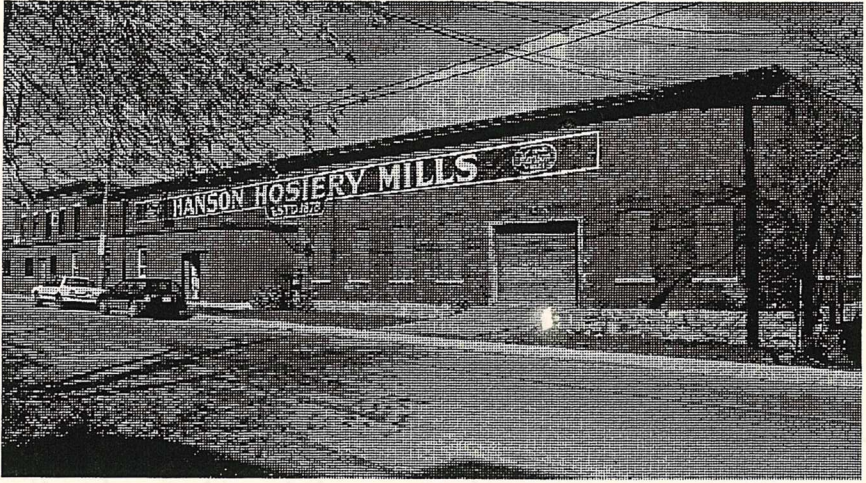
Pierre Gosselin

Ancien employé de la E. B. Eddy inc., John D. Hanson fonde la Hanson's Woollen Mill en 1878. Dès la première année, il transforme la laine pour en faire du fil, des vêtements et surtout des filtres spéciaux pour égoutter la pulpe. Au même moment, E. B. Eddy s'intéresse à la pulpe chimique tirée du bois avec laquelle on peut mouler des objets. Deux ans auparavant, cet industriel lance sur le marché des seaux et des cuvettes en fibre durcie. Un peu plus tard, il investit considérablement dans les pâtes et les papiers, pour le plus grand intérêt de la E. B. Eddy inc. Ces perspectives laissent sûrement entrevoir à John D. Hanson la possibilité de fabriquer de nouveaux produits, par exemple, des filtres à pulpe; il ne tarde pas à voir se multiplier les compétiteurs¹.

L'édifice situé au 82 de la rue Front a une inscription peinte sur le mur de sa façade qui se lit comme suit : « HANSON HOSIERY MILLS, EST'D 1878 ». Plusieurs auteurs fort crédibles ont cru à tort que l'année inscrite correspond à la date de



La photo date de 1910. Hanson's Woollen Mill semble avoir autant d'identités qu'elle a d'activités ou de produits. Elle finit par prendre le nom de Hanson Hosiery Mills, puis de Hanson-Mohawk inc. en 1972. Collection Michael Kenny.



La photo date de 1993. Collection Pierre Gosselin.

construction de l'usine à cet endroit². De fait, la compagnie démarre ses activités dans un édifice aux 100 et 102 Brewery Road (l'actuelle rue Moncalm). Plusieurs sources confirment cette version³. Ce bâtiment brûle en 1900, dans la conflagration générale de la ville de Hull. Le fils de John Hanson, George E. Hanson, en a alors la direction.

Cette même année, George E. Hanson loue un terrain au 82 de la rue Front et y construit une nouvelle usine devant une tannerie qu'on annexe (illustration et légende à la page 16). Aujourd'hui, cette tannerie s'avère difficilement visible, car elle est complètement entourée par des rallonges. Un seul mur donne sur une petite cour intérieure. À proximité du chemin de fer du Canadien Pacifique, l'emplacement de l'usine permettait de se rapprocher des approvisionnements en laine et de l'expédition des produits finis⁴.

Au début de la Première Guerre mondiale, George E. Hanson choisit de concentrer les activités de la manufacture à la seule production en laine de fils, de mitaines et de bas pour répondre aux besoins des militaires. L'orientation s'avère très rentable, si bien que les installations sont agrandies une première fois, puis une deuxième fois, durant la Seconde Guerre mondiale. À la fin de la première moitié du XX^e siècle, on produit 125 douzaines de paires de bas par jour, une cinquantaine de personnes travaillent à cette manufacture, et le chiffre d'affaires avoisine les 200 000 \$ par

année. Néanmoins, l'historien Lucien Brault ne juge pas cette entreprise suffisamment importante à ce moment-là et il ne fait que la citer dans son chapitre sur les industries de Hull⁵.

L'achat de l'entreprise par James H. F. Kenny en 1951 permet à celle-ci de connaître une croissance au point de devenir rapidement la plus importante de Hull. Son succès vient d'une innovation majeure. M. Kenny ajoute 15 % de nylon dans la fabrication des bas de laine, ce qui prolonge sensiblement leur durée, l'effet de rétrécissement disparaît presque, sans perte significative de ses propriétés de conservation de la chaleur et de confort. Il spécialise ses activités uniquement au tricot des bas. Selon lui, la E. B. Eddy est la seule à se flatter d'avoir eu un chiffre d'affaires supérieur à celle de sa compagnie, de même que plus d'employés.



James Kenny

La manufacture au 82 de la rue Front connaît trois agrandissements successifs, en 1954, 1956 et 1969. En 1971, M. Kenny achète une filature de laine à Renfrew pour compléter ses opérations et assurer son approvisionnement en fils. L'année suivante, sa compagnie s'incorpore et devient la Hanson-Mohawk inc. En 1978, ne pouvant suffire à la demande, la compagnie acquiert la manufacture d'un compétiteur de Stratford au coût de 600 000 \$. Deux ans plus tard, l'entreprise s'installe dans les locaux beaucoup plus spacieux de la compagnie Allied Paper inc., sur le boulevard Fournier à Hull, au coût de 1 000 000 \$⁶.

À ce moment, la compagnie atteint une production record de 4 000 douzaines de paires de bas par jour, une centaine d'employés y travaillent, et le chiffre d'affaires dépasse les 13 000 000 \$ uniquement pour l'usine à Hull⁷. Toutefois, la baisse de la demande pour les bas de travail amène cette plus importante compagnie canadienne du genre à s'orienter vers cette production et la vente

d'articles de sport, un marché en pleine croissance⁸. Dans les années 1980, la concurrence avec les pays d'Asie est féroce, à un point tel que la Hanson-Mohawk inc. est finalement vendue à une compagnie ontarienne de Trenton.

Pendant ce temps, soucieux d'affirmer sa présence dans le développement du ruisseau de la Brasserie, le gouvernement du Québec demande à la Société d'aménagement de l'Outaouais d'acquiescer l'ancienne usine de la rue Front. Sans qu'on ait de projet précis quant à son utilisation, le site est exproprié en 1980 et mis en vente. Présentement, la Société ne connaît aucun acheteur potentiel. Depuis sa mise en vente, l'édifice sert d'entrepôt sur une base temporaire à la Hanson-Mohawk inc. Par la suite, d'autres locataires s'installent, jusqu'à ce jour en nombre de plus en plus restreint. Aujourd'hui, la perspective de démolir au coût de 25 000 \$ cet édifice vétuste semble être sérieusement envisagée.

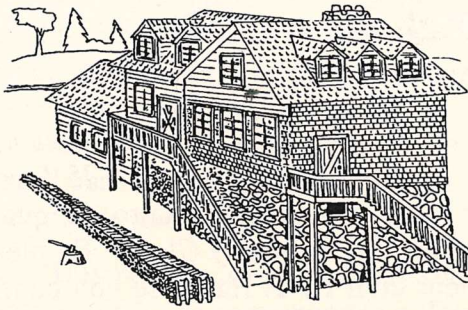
Ce bâtiment de la rue Front, lien direct avec l'oeuvre de Philemon Wright, symbolise la réussite de l'entrepreneurship régional. Cette ancienne manufacture est l'un des rares témoins de la vitalité économique qu'a déjà connu le ruisseau de la Brasserie, où plusieurs générations de Hullois ont gagné leur vie. En tant que citoyen, promoteur touristique, urbaniste, archéologue, historien, pouvons-nous laisser disparaître ce monument vénérable ? Cet édifice a l'avantage d'être merveilleusement situé sur le bord du ruisseau de la Brasserie, entre le secteur appelé le « Village d'Argentine » et le Château d'eau, en face de la gare du petit train de Wakefield, tout près du Théâtre de l'Île. Allons-nous voir disparaître le plus vieil édifice de Hull ?

¹ Brault, Lucien, *Hull : 1800-1950*, Ottawa, Les Éditions de l'Université d'Ottawa, 1950, pp. 141-142.

« Hull et les environs », du journal *Vallée de l'Ottawa*, 5 mars 1886, p. 3.

² Rapport de la Société d'aménagement de l'Outaouais (SAO), *Hanson Mills – Ruisseau de la Brasserie*, 1979, p. 9. Voir les archives de l'Institut d'histoire et de recherche sur l'Outaouais (IHRO).

Archives de la Communauté urbaine de l'Outaouais (CUO), *Rapport d'évaluation concernant l'édifice Hanson Hosiery Mills, localisé au 82 de la rue Front, à Hull (Québec)*.



Le bâtiment ci-contre représente la tannerie érigée par Philemon Wright en 1819. Il la fait construire pour répondre à la demande en cuir du marché régional : la multiplication rapide des chantiers crée un urgent besoin en faveur de

ce matériel pour les attelages de chevaux, les courroies de machine et les habits de travail. D'une grandeur de 48 pieds sur 75 (14.6 mètres sur 22.8) et d'une hauteur de trois étages, le bâtiment a dès le départ des dimensions fort respectables. Les solides murs du rez-de-chaussée sont en pierre, sans doute prévus ainsi pour mieux résister aux fortes crues du printemps. Les murs des étages supérieurs sont faits de briques et de planches. Par la suite, la tannerie connaîtra quatre agrandissements successifs. Toujours en 1819, Wright fait endiguer le ruisseau de la Brasserie afin que sa manufacture ne manque pas d'eau. Cette digue sert aussi de pont à la Brewery Road pour traverser ce ruisseau⁴.

³ « Moulin à carder », du journal *Vallée de l'Ottawa*, 28 mai 1885, p. 4.

Archives nationales du Québec, *Plan d'assurances n° 171 de la ville de Hull*, 1888, 1898.

⁴ Archives nationales du Québec, *Plan d'assurances n° 110 de la ville de Hull*, 1887, 1898.

Brault, Lucien, *Hull : 1800-1950*, p. 26.

⁵ Brault, Lucien, *Hull : 1800-1950*, p. 158

Inventaire des ressources naturelles du comté municipal de Hull, Ministère de l'Industrie et du Commerce de la province de Québec, 1942, p. 45.

⁶ « La SAO achète l'édifice de Hanson-Mohawk, à Hull », *Le Droit*, 10 juillet 1980, p. 14.

⁷ Brault, Lucien, *Hull : 1800-1950*, p. 158

Inventaire des ressources naturelles du comté municipal de Hull, p. 45.

⁸ Archives de l'IHRO, *Hanson Mills – Ruisseau de la Brasserie*, p. 1 à 15.

Nota : Le texte a été vérifié par M. James F. Kenny, propriétaire de la Hanson Hosiery Mills, de 1951 à 1980.

Un portrait de l'exploitation minière à Buckingham en 1894

André P. Joyce

Le conseil municipal de la ville de Buckingham décide, le 20 octobre 1894, d'accorder le montant de 75 \$ pour faire publier un long article publicitaire de quatre pages dans le journal torontois *The Saturday Globe*. En pleine crise économique, l'ingénieur civil H. T. Hazen se voit confier la responsabilité de l'écrire pour essayer d'attirer des investisseurs. Le photographe Topley d'Ottawa doit l'assister pour illustrer son texte. L'article paraît le mois suivant, dans l'édition du 17 novembre¹.

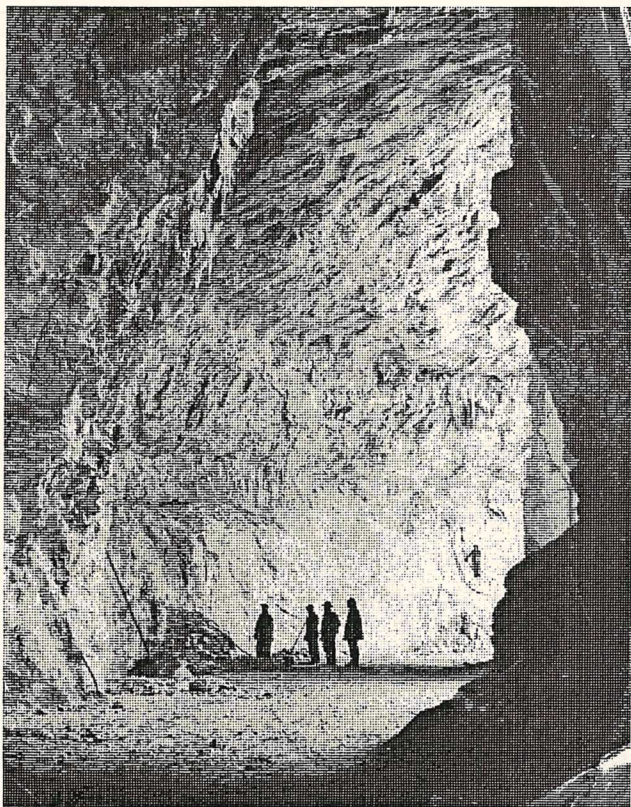
L'auteur y vante les mérites de tous les secteurs économiques de la région en insistant plus longuement sur son potentiel forestier, son potentiel hydro-électrique et son potentiel agricole. Il fait largement allusion à la compagnie MacLaren, disposée à accommoder tous les entrepreneurs prêts à s'établir dans la région. Nous voulons attirer davantage votre attention sur sa présentation du secteur des mines, car, un siècle plus tard, il n'a pas été réellement abordé par les historiens. D'ailleurs, l'ingénieur Hazen en dresse un tableau assez précis, lequel représente sans doute l'un des rares documents à y faire allusion d'une façon satisfaisante.

Pour plusieurs raisons, écrit-il, l'exploitation des mines n'a jamais été vraiment favorisée à Buckingham. En fait, presque toutes les mines sont fermées en 1894. Pendant un certain temps, des carrières et des industries se sont développées et leur produit s'est facilement écoulé sur le marché local. Avec un revenu approximatif de 50 000 \$ par mois, presque entièrement dépensé à Buckingham, cette situation a aidé cette ville de 3 500 habitants à se développer, à construire des édifices et à se donner des services. Mais le déclin de cette industrie affecta grandement les marchands, plusieurs d'entre eux ayant même dû aller s'établir ailleurs.

De tous les minéraux extraits, les phosphates restent ceux qui occupent la première place. Jusque-là, des centaines de milliers de tonnes avaient été exportées pour enrichir les terres agricoles de

l'Europe. Les phosphates de Buckingham, selon l'auteur, seraient les plus riches au monde, ayant un degré de concentration évalué à 80 %. À cause de la conjoncture économique, la demande a chuté d'une façon dramatique. Dans certains cas, on les remplace par un produit de qualité inférieure en provenance de Floride, s'écoulant à meilleur marché. Le plus souvent, on n'achète rien et on attend le retour de jours meilleurs.

Très peu de ces phosphates sont transformés sur place. En règle générale, ils sont exportés à l'état brut. La faible production du moment est destinée au Canada et aux États-Unis. C'est la Buckingham Phosphate Milling qui se charge de les fournir. D'autres compagnies plus modestes exploitent aussi des mines de phosphates comme la Emerald, la British, la North Star, la Ross Mountain et la High Rock. Cette dernière est située à l'extérieur



Une mine de feldspath (Glen Almond, Buckingham). Collection J. Bastien.

des limites de la ville, à environ douze milles. Évidemment, celles-ci voient leurs activités se limiter à peu de chose.

De grandes quantités de mica et de feldspath sont toujours exportées. L'un et l'autre se trouvent souvent sur les mêmes sites. Le feldspath souffre peu de la dépression, étant donné que c'est un composant majeur dans la fabrication de la porcelaine. Quant au mica, la mine la plus riche reste celle de la compagnie Villeneuve. C'est de cette mine que vient le mica blanc qui sert à la fabrication des poêles à charbon. Ce mica est presque opaque et constituerait la réserve la plus importante au monde. En ce qui concerne le transport de ces minerais, la rivière des Outaouais est largement utilisée en raison de sa proximité, de son excellente navigabilité et du prix réduit de ce moyen de transport.

De très riches dépôts de graphites se retrouvent près de Buckingham et la mine Graphite City, à environ cinq milles à l'ouest de la ville, semble toujours prospérer. De l'amiante a été retrouvé en quantité appréciable et continue à être exploité. De l'or est aussi retrouvé, mais les quantités sont insuffisantes pour en justifier l'exploitation. Toutefois, certains échantillons ont été évalués tout de même jusqu'à 700 \$ la tonne.

Le peu d'enthousiasme manifesté par H. T. Hazen quant aux richesses minières de la ville de Buckingham n'empêche cependant pas la fondation en 1896 de la Electric Reduction Company of Canada (ERCO), qui deviendra le moteur économique le plus constant au niveau de la région et un géant à l'échelle internationale. À partir des phosphates, cette compagnie commencera par produire du phosphore, de l'acide phosphorique en 1924, du phosphore amorphe rouge en 1942, du phosphore sesquisulfure en 1946, du tripolyphosphate en 1948, du chlorate de sodium en 1951, et plusieurs autres substances, dans ses usines érigées un peu partout sur le continent². En définitive, l'apparition de cette entreprise constitue sans doute la réponse la plus positive à l'article publicitaire paru dans *The Saturday Globe*, deux ans plus tôt.

¹ *The Saturday Globe*, vol. L., No. 13,958, Toronto, samedi le 17 nov. 1894.

² Joyce, André P., *Buckingham: son histoire, son patrimoine*, Programme souvenir, Buckingham, 1983, pp. 45 à 47.

Évaluation archéologique de trois sites préhistoriques au parc du lac Leamy

Rapport de lecture

Claude Mailhot

Des fouilles archéologiques ont été effectuées au cours de l'été 1993 au parc du lac Leamy, à Hull. Elles ont suscité tellement d'intérêt de la part du public que les séances d'information sur les lieux ont attiré plusieurs centaines de personnes les fins de semaine. Malheureusement, des actes de vandalisme ont été commis par des pillards, en mal d'avoir en leur possession des objets préhistoriques : les torts causés restent difficiles à évaluer. Une telle situation oblige la Société d'histoire de l'Outaouais à garder confidentiel le premier rapport de l'archéologue, tant que les recherches ne seront pas terminées. Néanmoins, nous nous permettons de vous en fournir les résultats les plus intéressants¹.

Quelques repères chronologiques

Quelques objets en pierre trouvés en surface à l'un des sites suggèrent que la partie est du parc a été occupée pendant le Sylvicole inférieur (période de la préhistoire de 1 000 à 500 ans av. J.-C.). En effet, deux pointes de projectiles fracturés, un grattoir triangulaire et un fragment de pendentif en pierre polie présentent des traits de la culture Meadowood (populations qui occupaient le sud du Québec, les régions avoisinantes de l'État de New York et celles à l'extrême est du sud de l'Ontario).

De plus, en se basant sur le format général des pointes ou des grattoirs et en se référant à certains éléments de la forme des quelques pointes complètes récoltées en surface, on peut s'aventurer à dire que les trois sites étudiés ont été habités principalement pendant le Sylvicole moyen, une période assez vaste qui s'étend depuis les années 500 av. J.-C. jusqu'au X^e siècle de notre ère. Des motifs décoratifs imprimés dans la pâte sur des fragments de vases récoltés ont fait leur apparition à fin du Sylvicole moyen. La date de ces vases se situe entre 700 et 900 ans de notre ère. Des fragments d'un autre vase ont un âge plus ancien, autour de 150 ans ap. J.-C.

Quelques repères culturels

Les objets en pierre en usage sur le site du parc Leamy suggèrent certains liens avec les populations du sud de l'Ontario. Mais à ce stade des recherches, on ne peut préciser leur signification véritable. Ces outils pourraient être tout simplement un reflet de l'environnement culturel global des habitants de l'Outaouais au Sylvicole moyen, comme ils pourraient traduire l'appartenance à une communauté culturelle spécifique dont la sphère d'influence s'étendait à ces deux régions.

Même constatation en ce qui a trait à la céramique. L'échantillonnage est trop faible pour statuer sur l'origine des habitants. Le style décoratif des vases tend à les rattacher à un vaste courant culturel qui a déferlé pendant le Sylvicole moyen dans le sud du Québec et de l'Ontario. Mais, on ne peut parler de traits culturels spécifiques aux habitants du lac Leamy.

De manière générale, les populations du Sylvicole moyen avaient un mode de subsistance quelque peu différent de leurs ancêtres ou prédécesseurs, les peuplades de l'Archaique (5 000 à 1 000 av. J.-C.) et les populations Meadowood. Une poussée démographique, probablement combinée à des pressions territoriales, ont contraint ces peuples nomades à mettre l'accent sur la collecte de végétaux et la quête de ressources moins dispersées, comme le poisson, pour assurer une plus grande part de leur subsistance.

Ces nouvelles orientations dans la quête de ressources alimentaires ont favorisé des regroupements de population relativement importants aux saisons de l'année qui correspondent à la période de frai de certaines espèces de poisson, ou à la maturation des fruits, baies, noix ou autres ressources végétales.

Le nombre de foyers découverts à la limite est du parc laisse croire à de tels lieux de regroupement. L'endroit où les rivières Gatineau et des Outaouais se rencontrent constituait sans doute un excellent lieu de pêche. Au surplus, les sources de chert (roche constituée de minéraux de quartz), servant à la fabrication d'outils tranchants, ne sont probablement pas étrangères à la décision des populations du Sylvicole moyen de s'établir dans la partie est du parc.

Les résultats des investigations de 1993 laissent croire que plusieurs groupes familiaux ont érigé leur campement et se sont affairés sur les sites de façon épisodique, pendant plusieurs années, voire même plusieurs générations. Il semble que les escales étaient assez brèves.

Ce sont là des hypothèses. Il faudra procéder à des fouilles intensives pour identifier clairement les habitants, établir la saison et les raisons de leur implantation dans le parc du lac Leamy, et poursuivre l'étude concernant plusieurs aspects encore inconnus de leur mode de vie.

Les objets en pierre

Les habitants du lac Leamy s'étaient probablement installés sur les trois sites pour profiter des ressources des rivières des Outaouais et Gatineau, et tirer parti des affleurements (à la surface du sol) de chert en bordure du lac Leamy, à un peu plus d'un kilomètre à l'ouest.

Nous avons donné à cette pierre silicieuse, qui se présente en couches dans les formations calcaires de la région, le nom de chert *Kitchisipi*, un terme algonquin signifiant *grande rivière* et désignant la rivière des Outaouais. Le terme est également utilisé pour identifier les membres de la communauté autochtone de Hull et des environs.

Des outils trouvés, 83 % sont en chert *kitchisipi* de la région, et la plupart des autres objets semblent venir du sud de l'Ontario, de sources s'inscrivant dans un triangle formé par la région de Hull et les lacs Ontario et Érié.

On a trouvé également des cherts vraisemblablement originaires de régions plus à l'est, notamment du chert noir de la région de Joliette et du chert vert de la région de Québec. Ces cherts ne se rencontrent toutefois que rarement.

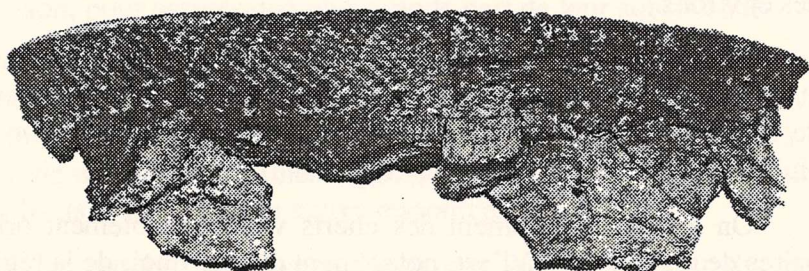
De même que pour quelques objets en quartzite de Mistassini et de Ramah (Labrador), ces cherts ne sont probablement que le reflet des plus lointaines ramifications de la sphère d'interaction des habitants des sites avec les populations environnantes.

En somme, en se basant uniquement sur ces matières premières, c'est au coeur de l'Outaouais et en se déportant quelque peu vers le sud-ouest qu'il faudrait rechercher les racines ethniques ou culturelles des habitants de ces trois sites.

Les formes d'aménagement

Au total, douze formes d'aménagement ont été identifiées dans le cadre des fouilles de 1993 sur l'un des sites. Ces traces d'établissement identifiables à des constructions humaines prennent pour la plupart la forme de foyers, reconnaissables à la présence de sol rubéfié (de coloration rouge), d'os brûlés ou blanchis, de pierres chauffées ou fracturées, et d'artefacts. Le prélèvement du charbon révèle que ces foyers ont été construits entre 110 av. J.-C. et 330 ap. J.-C.

¹ Laliberté, Marcel, *Évaluation archéologique de trois sites préhistoriques – Parc du lac Leamy, été 1993*, Hull, Société d'histoire de l'Outaouais, 1994, 200 p.



Fragments de vase

Incidents politiques en Outaouais

Georges Lessard

Il en arrive des vertes et des pas mûres durant les campagnes électorales. Le folklore à cet égard est inépuisable, aussi varié et étrange et surprenant que l'est le comportement humain. Fasciné par l'agissement parfois si particulier de l'électeur, et surtout du militant ou partisan politique, je n'ai pas manqué d'apprécier les incidents suivants :

Refus d'informer

Au milieu d'une campagne électorale, un ministre (certains prétendent que c'était en fait le premier ministre) et le candidat du comté se rendent à une assemblée électorale se tenant dans un endroit reculé de la circonscription. Le candidat, ne connaissant sans doute pas à fond son territoire, s'égaré dans un chemin de campagne. Un habitant du rang se trouve à passer, et on lui demande alors la direction. Celui-ci se penche et jette un coup d'oeil à l'intérieur de l'automobile. Se rendant compte à qui il avait affaire, qu'ils n'étaient pas de son allégeance politique, il leur dit : « Vous indiquez le chemin ? Jamais de la vie ! Arrangez-vous, débrouillez-vous ! ».

Recensement des morts

Un citoyen faisait le recensement des électeurs. Cela rapportait alors dix ou quinze cents du nom. Dans le territoire qu'il recensait, il y avait un cimetière. Ayant probablement besoin de sous, il décida de faire le tour des tombes et de recenser les morts, inscrivant les noms se trouvant sur les pierres tombales. Sa liste électorale devenait donc d'une longueur hors de l'ordinaire, et la rémunération également. S'il était retors, il était tout de même honnête. Il se présenta au bureau de révision des listes électorales, quelques jours plus tard, pour demander la radiation des noms recueillis au cimetière, au motif, il va sans dire, du « décès » des recensés.

Télégraphes

« Passer un télégraphe » est une expression typique de notre folklore politique. Presque disparu aujourd'hui, du moins croyons-nous, les « télégraphes » étaient fréquents dans le passé, même si

la légende a exagéré quelque peu, et qu'il est naturellement impossible de quantifier les bénéfices ou les dommages causés par ce phénomène. « Passer un télégraphe » consistait essentiellement à voter au lieu et à la place d'un électeur qui, pour une raison ou une autre, ne votait pas. C'était, pour celui qui s'y prêtait, l'occasion de faire du zèle ou quelque argent, ou les deux.

Deux « adversaires » politiques, non fanatiques et s'entendant bien sous tout autre rapport, avaient concocté un moyen astucieux et inoffensif pour leur parti respectif. Il se tenaient mutuellement au courant du nombre de « télégraphes » qu'ils « passaient », et, à toutes les deux ou trois heures, se rencontraient au restaurant de la place pour rendre compte tout en prenant un café.

En fait, les « télégraphes », pour des partis politiques de force à peu près égale s'annulaient, probablement, la plupart du temps. Nos deux compères avaient, eux, rendu le système d'une égalité absolue. Ce qui ne le rendait pas honnête pour autant...

Un pendu qui vote !

La loi électorale s'étant raffinée, il est beaucoup plus difficile, de nos jours, de « passer un télégraphe ». Pourtant, à l'élection de 1981, la chose s'est produite. Quelques jours avant la date du scrutin, un « désespéré » s'était bel et bien pendu.

Apprenant la chose, la curiosité, et aussi un sixième sens me poussèrent à vérifier si le malheureux avait été recensé et inscrit sur la liste électorale. Il l'avait été. Alors, il restait tout simplement à m'assurer, par acquit de conscience, si l'exemplaire de la liste électorale, annotée le jour même du vote par le représentant de mon parti, comportait effectivement une notation là où le nom était inscrit. Et comme de fait, il y avait le signe indiquant que le « pendu » avait voté. Donc, quelqu'un avait « passé un télégraphe » ! Ce qui, en l'occurrence, était d'autant plus plausible que la section de vote en question comportait surtout des blocs d'appartements (les gens se connaissent alors beaucoup moins).

Estrade glissante

C'est un dimanche soir, la vieille même du jour du scrutin. Au village, une grande assemblée politique du député, sollicitant

un nouveau mandat. Un ministre, par sa présence, rehausse la teneur de l'assemblée; par une belle soirée qui avait été précédée dans l'après-midi d'une pluie rafraîchissante. L'estrade, érigée en plein air, était encore trempée et glissante.

Un orateur est invité à prendre la parole. Il se lève et, en se rendant au micro, glisse et s'affale de tout son long sur le plancher de bois de l'estrade. C'est le fou rire dans l'assistance. C'est alors qu'à l'arrière, un partisan du parti adverse lance d'une voix de stentor : « Oui, mes maudits, c'est ça, oui, c'est comme ça que demain, vous allez prendre une débarque ! ». C'est ce qui arriva.

Mensonges pieux

À une convention pour le choix d'un candidat, un jeune avocat, débutant tant en politique que dans sa profession, avait décidé de tenter sa chance. Le résultat ne fut pas fameux, car il n'obtint que dix votes. Mais les jours suivants, il avouait ne pas comprendre (d'une façon humoristique, car il entendait à rire) un tel résultat, car au moins vingt-cinq partisans lui avait affirmé, une fois les propos de regret et d'encouragement émis, avoir appuyé sa candidature en votant pour lui.

C'était tout de même plus honorable que cet autre avocat, qui lui, lors d'une autre convention, n'avait obtenu qu'un seul vote (le sien, naturellement). Ses proposeurs avaient « déserté », pour ainsi dire. Il soupçonna longtemps qu'il avait été leurré ou avait été victime d'un coup fourré.

Deux-Rivières

Adviene la fusion de Hull, Gatineau et Aylmer, pourquoi ne pas nommer la nouvelle ville née de cette fusion « Deux-Rivières », étant située au confluent des rivières Outaouais et Gatineau ? Cette suggestion émane de M. Gérard Tassé, membre de la SHO.

Il y a Trois-Rivières, à juste titre. Pourquoi pas Deux-Rivières ?

Armand Turpin (1907-1987)

Georges Lessard



L'influence d'un homme politique ou d'un personnage public ne se mesure pas toujours à l'aune de ses succès électoraux, lesquels, on le sait, sont aléatoires puisque dépendant de tant de facteurs, les moindres n'étant pas la popularité du parti ou la cause en jeu. La carrière d'Armand Turpin en est un exemple typique. Cet homme de grand talent aurait dû atteindre les plus hauts niveaux de l'échelle

politique. Il n'empêche qu'il a quant même réussi à laisser sa marque, tant en Outaouais qu'au Québec (et même au Canada), malgré certains handicaps politiques hors de son contrôle.

Les premières années

Né à Ottawa, en 1907, troisième d'une famille de huit enfants, Armand Turpin fréquenta l'école primaire de la paroisse Saint-Jean-Baptiste et, ayant mérité une bourse, il poursuivit ses études à l'Académie-de-la-Salle, à Ottawa. Il paracheva son éducation en suivant des cours par correspondance de l'École des Hautes études commerciales de Montréal, et à l'université La Salle de Chicago, en gestion des affaires.

Administrateur de profession, il finit par se lancer en affaires à son propre compte. C'est ainsi qu'il dirigea deux entreprises, la vitrerie Verval (autrefois Hull Glass), et l'Imprimerie Leclerc, absorbée ultérieurement par le journal *Le Droit*.

Après avoir épousé Charlotte d'Ormano¹, Armand Turpin s'établit à Hull en 1932. Trois enfants naquirent de cette union : Jeannine, Henriette, et Armand, fils.

La vie politique

Politiquement, Armand Turpin était avant tout un créditiste, et aussi un progressiste-conservateur. Il se présenta à trois reprises aux élections fédérales dans le comté de Hull : candidat créditiste en 1940, candidat indépendant-créditiste en 1945, et candidat progressiste-conservateur en 1962.

Sans succès ! Il y faisait belle figure, mais, malgré son charisme et l'intérêt manifesté envers la doctrine du Crédit social, cela ne faisait pas le poids devant la dure réalité d'un comté ayant toujours élu, à quelques exceptions près, depuis la Confédération, un député libéral, incluant Sir Wilfrid Laurier.

Il est ironique, sinon injuste, de constater que ce pionnier de la théorie créditiste au Québec n'a pu se faire élire, même lors de la fournée de créditistes québécois élus en 1962 !

Le Crédit social

Armand Turpin a été le premier Canadien de langue française à étudier et à préconiser la doctrine créditiste. Dès 1932, il s'intéresse à cette nouvelle proposition de système monétaire et économique, se faisant alors, particulièrement au Québec, le propagandiste et le vulgarisateur de la théorie du major C. H. Douglas. Cette vulgarisation prend la forme de discours, de conférences, et d'écrits dans les revues et les journaux. L'atmosphère sociale aidait et favorisait l'expansion de la nouvelle doctrine. En effet, nous sommes dans les années 30, et c'est alors la grande crise économique. Dans la seule ville de Hull, de quelque 40 000 habitants, il y a plus de 2 500 pères de famille au chômage.

La Seconde Guerre mondiale (1939-1945) vient mettre fin, au Canada, à la misère générale. Armand Turpin n'en continue pas moins de répandre la doctrine du Crédit social. Avec les années, et à la suite d'avatars des partis créditistes, l'engouement du public diminue, sans pour autant atténuer sa foi en cette théorie monétaire. Il aura été avec Rhéal Caouette (qui, incidemment, a demeuré plusieurs années à Hull), un protagoniste incontournable d'une réforme des techniques monétaires et financières.

La mairie de Hull

L'électorat de Hull reconnut finalement les mérites de l'homme, en l'élisant à la mairie de Hull en 1959, fonction qu'il occupa jusqu'en 1964. Armand Turpin est considéré comme l'un des maires les plus progressistes qu'ait connus la ville de Hull. Maintes réalisations sont à son actif. Plus particulièrement, il a été un pionnier dans le domaine des loisirs, Hull étant la première municipalité à prendre à sa charge et à unifier ce secteur. Il est également l'instigateur d'études ayant pour but le progrès et le mieux-être de sa ville, dont une sur les logements sociaux, une autre sur les infrastructures, de même qu'une dernière sur la restructuration municipale. Il fut président de l'Union des municipalités du Québec en 1961-1962, et fit partie du Conseil national de la fédération des maires et des municipalités du Canada.

Enfin, il était l'un des négociateurs de l'achat des trois compagnies de transport de la région (Transport urbain de Hull, Hull métropolitain et une compagnie responsable du transport des écoliers). Celles-ci devinrent la Commission de transport de la communauté régionale de l'Outaouais (nommée aujourd'hui la Société de Transport de l'Outaouais). Dès sa création en 1972, Armand Turpin y siégea à titre de commissaire. Bien qu'ayant pris sa retraite en 1966, il demeura intéressé à la chose publique, parfois de façon active.

La vie intellectuelle

Humaniste, homme de culture, Armand Turpin avait, comme on dit communément, une « belle plume ». En 1936, Eugène L'Heureux, rédacteur en chef de l'Action catholique de Québec, lui demanda une série d'articles sur le Crédit social, articles qui parurent dans ce quotidien à l'automne de la même année. L'année suivante, une brochure réunissant ces articles fut éditée et distribuée dans tout le Québec.

En 1963, voulant réfuter les « mensonges et sottises répandues au sujet du Crédit social », il colligeait ses principaux écrits en un volume intitulé *Le Crédit social : Clef de l'abondance et de la sécurité économique*. Ses convictions créditistes n'avaient pas changé d'un iota et ce, depuis plus de trente ans de croisade.

À la retraite

Les époux caressaient un rêve depuis le début de leur mariage, celui de faire le tour du monde. C'est ainsi qu'à sa retraite, ils décidèrent de le réaliser par le truchement d'une roulotte motorisée. Le périple dura quatre ans et une cinquantaine de pays furent visités. Devenu chroniqueur pour le quotidien *Le Droit*, Armand Turpin faisait parvenir chaque semaine une chronique intitulée « En roulotte avec Charlotte ». Cette chronique était très prisée des lecteurs, les moins jeunes s'en souviennent sûrement.

Armand Turpin était polyvalent. Homme d'affaires, économiste, homme politique, auteur, administrateur, le tout se complétait d'une culture et d'un humanisme remarquables. Enfin, il fut l'un des meilleurs orateurs de l'Outaouais, et même du Québec, grâce à son éloquence convaincante et son langage châtié.

Hullois du quartier Val-Tétreau, il mourut le 16 décembre 1987 à l'âge de 80 ans².

Sources

Turpin, Armand, *Le Crédit social*.

Notes de M^{me} Charlotte Turpin.

Notes de M^{me} Charlotte Turpin rapportées par M. Roméo Sylvestre.

Le Droit (décembre 1987).

¹ Née en Corse, fille d'un médecin militaire français, Charlotte d'Ornano, devenue orpheline, fut adoptée par son oncle, Louis d'Ornano, naturalisé canadien et traducteur au service de la Défense nationale. La grand-mère de Mme Turpin était dame de compagnie de l'impératrice Eugénie, épouse de Napoléon III. Autre note historique : Mme Turpin est la descendante, à la cinquième génération, de la comtesse Laczynska Walewska de noblesse polonaise, l'amie de Napoléon 1^{er} à qui elle lui voua un attachement fidèle. En 1816, elle épousa le comte d'Ornano.

² M^{me} Turpin demeure à Hull, entourée de ses enfants et petits-enfants.

**LISTE DES PUBLICATIONS
DE LA SOCIÉTÉ D'HISTOIRE DE L'OUTAOUAIS**

- Couture, André *85 ans de théâtre à Hull*, SHOQ, 1969
(épuisé)
- Beaulieu, Marc
et autres *Hull-Aylmer, quelques éléments d'histoire et
d'architecture*, IHRO, s.d. (épuisé)
- Boutet, Edgar *Le bon vieux temps à Hull*, 3 tomes, SHOQ,
s.d. (épuisé)
- Dunn, Guillaume *Les forts de l'Outaouais*, Éditions du Jour,
Montréal, 1975 (4,95 \$)
- Jolicoeur, Joseph *Histoire anecdotique de Hull*, 2 tomes,
SHOQ, 1977 (tome I : 3,50 \$, tome II : 4,00 \$)
- Arseneault, Danielle
et autres *Guide des sources d'archives sur l'Outaouais
québécois*, IHRO, 1989 (10,00 \$)
- La revue *Asticou*,
n^{os} 1 à 45 Série complète : 55,00 \$ (2,00 \$ l'unité pour
compléter une collection).
- La revue thématique
Outaouais *Le Hull industriel / Industrial Hull, 1900-
1960*, 1986 (10,00 \$); *Le Hull disparu*, 1988
(10,00 \$); *L'histoire religieuse*, 1992 (10,00 \$)

Pour commander :

Société d'histoire de l'Outaouais
Case postale. 1007, succursale B
Hull (Québec)
J8X 3X5

La Société d'histoire de l'Outaouais fait partie
de la Fédération des Sociétés d'histoire du Québec.

Pour devenir membre de la Société d'histoire de l'Outaouais,
faites parvenir un chèque ou mandat-poste à :

Société d'histoire de l'Outaouais
Case postale 1007, succursale B
Hull (Québec)
J8X 3X5

Cotisation annuelle :
(comprend l'abonnement à la revue Asticou)

Membre	15 \$	Famille	20 \$
Étudiant	10 \$	Bienfaiteur	20 \$ et plus